

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/HUN/2/Suppl.1

25 avril 1996

(96-1552)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATIONS DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

### HONGRIE

La Mission permanente de la Hongrie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 février 1996.

#### Loi n° IV de 1957

relative aux règles générales de procédure administrative de l'Etat<sup>1</sup>

### CHAPITRE PREMIER

#### Dispositions fondamentales

#### Objectif de la Loi

#### Article premier

L'objectif de la présente loi est de faciliter l'exécution efficace des tâches administratives de l'Etat en réglementant la procédure officielle suivie par les organes administratifs publics.

#### Principes de base

#### Article 2

1)<sup>2</sup> Dans toutes leurs procédures, les organes administratifs publics appliquent les principes de légalité, de démocratie et d'humanisme.

2) Les organes administratifs publics s'attachent à promouvoir l'affirmation des droits et l'accomplissement des devoirs, ainsi que le renforcement de la discipline civique.

---

<sup>1</sup>Date de promulgation: 9 juin 1957. Date d'entrée en vigueur: 1er octobre 1957. Règles modifiées et formulées en un texte de structure uniforme par la Loi n° I de 1981. Les modifications antérieures à cette date ne sont pas incluses. Le libellé de la Loi a été modifié par l'article 72, paragraphe 4, de la Loi n° XXIII de 1992.

<sup>2</sup>Les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 ont été modifiés conformément à l'article 29 de la Loi n° XX de 1991.

3)<sup>3</sup>

4) Les organes administratifs publics s'acquittent de leurs tâches avec l'active participation de la population civile. Les procédures administratives de l'Etat se fondent sur la coopération efficace des autorités, des usagers et des autres organes ou personnes participant à la procédure.

5) Dans les procédures administratives de l'Etat, les usagers hongrois et non hongrois (étrangers) jouissent d'une pleine égalité devant la loi, et leurs affaires sont administrées sans aucune discrimination ni partialité. Chacun a le droit d'utiliser sa langue maternelle dans une procédure administrative de l'Etat, par oral comme par écrit. Nul n'aura à pâtir de son ignorance de la langue hongroise.

6) Dans les procédures administratives de l'Etat, l'utilisateur a le droit de faire une déclaration et de faire usage de voies de recours; il doit, toutefois, coopérer de bonne foi et aussi efficacement qu'il le peut. Pour assurer qu'il en soit ainsi, l'organe agissant dans un cas d'espèce doit informer l'utilisateur de ses droits et de ses responsabilités.

7) Les organes administratifs publics s'acquittent de leurs attributions selon une procédure rapide et simple.

#### Champ d'application de la Loi

#### Article 3

1) Lorsque des organes administratifs publics agissent dans une affaire relevant de la compétence de l'administration de l'Etat, les dispositions de la présente Loi sont d'application.<sup>4</sup>

2) Les Lois du Parlement, des décrets-lois<sup>5</sup> ou des décrets gouvernementaux peuvent habiliter des organes autres que les organes administratifs publics à gérer les affaires administratives de l'Etat. Les organes ainsi habilités appliquent les procédures indiquées dans la présente loi.

3) Aux fins de la présente loi, une procédure administrative de l'Etat est définie comme étant toute affaire ou question dans laquelle un organe administratif public énonce un droit ou une obligation, confirme des données, tient des dossiers ou s'acquitte de contrôles officiels concernant l'utilisateur.

4) L'utilisateur est une personne privée, une personne morale ou un autre organe dépourvu de la personnalité juridique dont les droits ou intérêts acquis sont affectés par une affaire. L'organe qui, du fait de la portée de ses attributions, est concerné par une affaire déterminée peut se prévaloir des droits de l'utilisateur.

5) A moins qu'un accord international ou une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, dans les affaires concernant les relations d'utilisateurs non hongrois avec l'administration de l'Etat, l'organe administratif public agit ainsi qu'en dispose la présente loi.

---

<sup>3</sup>Le paragraphe 3 de l'article 2 a été abrogé par l'article 29 de la Loi n° XX de 1991.

<sup>4</sup>Pour les questions officielles relevant de la compétence des autorités locales, voir l'article 109 de la Loi n° LXV de 1990 et la Loi n° XX de 1991.

<sup>5</sup>Le "décret-loi" en tant que source de droit n'existe plus.

6)<sup>6</sup> A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement<sup>7</sup>, la présente loi est applicable en matière de défense nationale, d'administration du commerce extérieur et d'assurance sociale, en matière de lois portant interdiction des pratiques commerciales déloyales et de la fixation des prix, en matière de taxes et de droits d'accise ainsi qu'en matière de protection juridique de la propriété industrielle.

7)<sup>8</sup> Les procédures à suivre dans le cas d'infractions mineures et en matière de naturalisation ne relèvent pas du champ d'application de la présente loi.

8) Les dispositions législatives ou réglementaires régissant les procédures administratives de l'Etat dans des domaines autres que ceux qui sont mentionnés dans les paragraphes 6 et 7 ne peuvent s'écarter des dispositions de la présente loi que dans la mesure où la présente loi l'autorise.

## CHAPITRE II

### Compétence d'attribution et compétence territoriale

#### Article 4

1) L'organe administratif public doit agir dans tout domaine relevant de sa compétence d'attribution et de sa compétence territoriale. S'il manque à cette obligation, l'autorité qui lui est supérieure, agissant soit à la suite d'une requête, soit dans le cours de ses attributions officielles, lui donne ordre de le faire.

2) Les questions relevant de la compétence d'attribution d'un organe administratif public ne lui seront pas retirées.<sup>9</sup>

### Détermination de la compétence d'attribution

#### Article 5

1) La compétence d'attribution ou portée de l'autorité de l'organe administratif public est déterminée par la loi. Celle-ci doit spécifier l'organe chargé de la procédure en première instance.

---

<sup>6</sup>Le paragraphe 6 de l'article 3 est un texte établi par l'article 82 de la Loi n° LVIII de 1993 et modifié conformément au point a) de l'article 117 de la Loi n° XXXIII de 1995. Cette modification est entrée en vigueur le 1er janvier 1996.

<sup>7</sup>Voir la Loi n° CX de 1993, le Décret gouvernemental n° 6/1976 (III.31) MT et le Décret n° 2/1976 (VI.17) HM, la Loi n° II de 1975 sur l'assurance sociale, de même structure que le Décret gouvernemental n° 89/1990 (V.1) qui en porte application, le Décret n° 6/1982 (II.17) PM sur la procédure officielle des autorités chargées des questions de devises et le Décret n° 1/1982 (I.16) KkM sur les règles générales de procédure de l'administration du commerce extérieur, ainsi que la Loi n° XCI de 1990 sur l'ordre de taxation et la Loi n° LVIII de 1993 sur la réglementation et le contrôle des droits d'accise et sur les redevances frappant la distillation sur base contractuelle.

<sup>8</sup>Le paragraphe 7 de l'article 3 est le texte établi par le paragraphe 2 de l'article 24 de la Loi n° LV de 1993.

<sup>9</sup>Voir la Loi n° LXV de 1990 et la Loi n° XX de 1991.

2)<sup>10</sup>

3) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, il appartient à l'organe du grade inférieur d'agir en première instance.

4) Si un tribunal décide que l'organe administratif public est ou n'est pas compétent en raison de la matière dans un cas d'espèce, ou se prononce quant au fond de l'affaire, cette décision s'impose à l'organe administratif public.

#### Détermination de la compétence territoriale

##### Article 6

1) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'organe administratif public compétent en raison du lieu est:

- a) l'organe administratif public de la région dans laquelle le domicile permanent ou temporaire (siège, bureaux déclarés) de l'utilisateur est situé;
- b) en matière immobilière (terrains, maisons, appartements, autres locaux, etc.), l'organe administratif public de la région dans laquelle le bien immobilier est situé;
- c) pour les questions relatives à une activité assujettie à une procédure d'agrément ou de notification, l'organe administratif public de la région dans laquelle l'activité en question est pratiquée ou doit être pratiquée.

2)<sup>11</sup> Si l'utilisateur demeure à l'étranger ou si sa résidence est inconnue, la compétence territoriale est déterminée en fonction de la dernière résidence connue de l'utilisateur dans le pays; en l'absence d'une telle résidence, le dossier est communiqué au notaire principal de la municipalité métropolitaine pour suite à donner.

3) Si plusieurs organes administratifs publics sont compétents en raison du lieu pour agir dans une affaire donnée, l'organe devant lequel elle a été portée en premier est chargé de la procédure (préséance).

4) Si un organe administratif public est informé qu'en vertu du principe de préséance, un autre organe administratif public s'est déjà saisi d'une affaire, il suspend la procédure ou révoque sa décision, et en informe l'organe administratif public qui a engagé la procédure, ainsi que l'utilisateur.

#### Examen de la compétence d'attribution et de la compétence territoriale

##### Article 7

1) L'organe administratif public doit examiner s'il est compétent, en raison de la matière et en raison du lieu, à tous les stades d'une procédure d'office. S'il parvient à la conclusion qu'il n'est compétent ni en raison de la matière ni en raison du lieu dans un cas d'espèce, il communique immédiatement le dossier à l'organe administratif public compétent en raison de la matière et du lieu, et en informe immédiatement l'utilisateur.

---

<sup>10</sup>Le paragraphe 2 de l'article 5 a été abrogé par l'article 29 de la Loi n° XX de 1991.

<sup>11</sup>Le paragraphe 2 de l'article 6 est le texte établi par l'article 30 de la Loi XXIV de 1991.

2) Qu'il soit ou non compétent en raison de la matière et du lieu, l'organe administratif public doit prendre des mesures dans les cas où l'absence desdites mesures se traduirait par un retard qui entraînerait inévitablement une perte ou un danger. Les mesures ainsi prises seront immédiatement signalées à l'organe administratif public compétent habilité à agir dans le cas d'espèce, lequel examinera lesdites mesures pour décider s'il convient ou non de les maintenir.

Désignation de l'organe administratif public chargé d'agir dans un cas d'espèce

Article 8

1) Si dans un cas d'espèce donné:

- a) plus d'un seul organe administratif public a établi qu'il est compétent en raison de la matière et en raison du lieu;
- b) plus d'un seul organe administratif public a établi qu'il n'est pas compétent, en raison de la matière ou du lieu, et que par conséquent il n'a pu engager de procédure et qu'aucune procédure n'est en cours;
- c) plus d'un seul organe administratif public compétent a engagé une procédure et que le principe de préséance ne suffit pas à déterminer l'organe administratif public qui doit être chargé de la procédure; les organes administratifs publics concernés s'efforcent de régler le différend entre eux sans aucun retard.

2)<sup>12</sup> Si, dans un délai de huit jours, les procédures mentionnées au paragraphe 1) n'ont pas abouti, l'organe administratif public chargé d'agir dans un cas d'espèce sera désigné par l'organe suivant:

- a) s'il y a conflit de compétences territoriales, par l'autorité administrative immédiatement supérieure aux organes administratifs concernés; en l'absence d'une telle autorité, le Commissaire de la République désignera un organe administratif public chargé d'agir dans le cas d'espèce, parmi les autorités compétentes de la région géographique qui dépend de lui;
- b) s'il y a conflit de compétences d'attribution, par la Cour constitutionnelle.

Procédures engagées en dehors du domaine de compétence territoriale

Article 9

1) Un organe administratif public ne peut engager une procédure en dehors de son domaine de compétence territoriale que dans les cas prévus par une disposition législative ou réglementaire.

2)<sup>13</sup> Les chefs des organes administratifs de district de la capitale et des bureaux de district des villes ayant rang de comté sont habilités à engager des procédures dans toute la région de la capitale ou de la ville ayant rang de comté.

---

<sup>12</sup>Le paragraphe 2 de l'article 8 est le texte établi par l'article 22 de la Loi n° XX de 1991.

<sup>13</sup>Le paragraphe 2 de l'article 9 est le texte établi par l'article 23 de la Loi n° XX de 1991.

## Requêtes

### Article 10

Tout organe se conformera, dans les limites de ses propres attributions, aux requêtes reçues d'organes administratifs publics, dans un délai de 15 jours.

### Article 11

- 1) Si une mesure de procédure administrative de l'Etat doit être prise dans une région relevant de la compétence territoriale de quelque autre organe administratif public, l'organe administratif public compétent en raison de la matière dans le cas d'espèce sera appelé à prendre ladite mesure.
- 2) L'autorité à laquelle la requête a été envoyée ne peut refuser de se conformer à cette requête que si le cas d'espèce ne relève pas de sa compétence en raison de la matière ou du lieu. En pareil cas, la requête sera immédiatement communiquée à l'autorité compétente en raison de la matière dans le cas d'espèce, et l'organe administratif public qui a envoyé la requête en sera immédiatement informé.

### Article 12

- 1) A moins qu'un accord international ou une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, les requêtes envoyées de l'étranger seront adressées à l'organe administratif public habilité à agir par le Ministre des affaires étrangères (Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères).
- 2) A moins qu'un accord international ou une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, les requêtes adressées à des autorités étrangères, ainsi que les réponses données à des requêtes ou demandes présentées par des organes étrangers ou des personnes étrangères seront communiquées, par l'intermédiaire du ministre compétent, au Ministre des affaires étrangères.
- 3) En cas de doute, le ministre compétent, d'accord avec le Ministre des affaires étrangères, fera une déclaration indiquant qu'il est accédé à la requête ou à la demande présentée par un organe étranger ou une personne étrangère.

## CHAPITRE III

### Procédures de première instance

#### Mise en route de la procédure

### Article 13

- 1) La procédure administrative de l'Etat est engagée à la demande de l'utilisateur ou à la suite d'une déclaration faite par l'utilisateur (ci-après: demande), ou dans le cadre des attributions de l'organe administratif public (procédure d'office). L'autorité supérieure peut donner ordre à l'organe administratif public d'engager ou de poursuivre la procédure.
- 2) Dans les cas spécifiés par la loi, l'utilisateur est informé de la mise en route de la procédure. La mise en route d'une procédure concernant de nombreuses personnes est rendue publique.

#### Article 14

- 1) L'usager peut retirer sa requête concernant la mise en route d'une procédure tant que la décision concluant cette procédure n'est pas devenue juridiquement valable. En pareil cas, l'organe administratif interrompt la procédure, sauf si la procédure peut aussi être mise en route d'office, auquel cas l'organe administratif public la poursuit. L'interruption de la procédure est communiquée aux parties informées conformément au paragraphe 2 de l'article 13, tandis que la poursuite de la procédure est communiquée à l'usager.
- 2) Si les circonstances exigeant la mise en route ou la poursuite de la procédure engagée ou conduite d'office cessent d'être réunies, l'organe administratif public classe l'affaire et en informe tous ceux qui, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, ont été informés de la mise en route de la procédure.

#### Délais

#### Article 15

- 1)<sup>14</sup> La décision quant au fond de l'affaire est prise dans un délai de 30 jours à partir de la date de la présentation de la demande, ou à partir de la date à laquelle la procédure a été engagée d'office. Des délais plus courts peuvent être fixés par toute disposition législative ou réglementaire, mais des délais plus longs ne peuvent être fixés que par une loi du Parlement, un décret-loi ou un décret gouvernemental.
- 2) Dans les procédures administratives de l'Etat relevant de la compétence territoriale d'un organe collectif, les décisions seront prises dans le délai spécifié au paragraphe 1 ou, si cela n'est pas possible, à la première réunion du Conseil suivant ce délai, au plus tard.
- 3) Le chef de l'organe administratif public chargé d'agir dans un cas d'espèce peut, si cela est justifié, prolonger le délai de 30 jours au maximum, une seule fois. Si la procédure a été engagée à la suite d'une requête, l'usager est informé de cette décision.

#### La demande

#### Article 16

- 1) Dans les questions administratives relevant de la compétence de l'Etat, les demandes peuvent être présentées à l'organe administratif public par oral ou par écrit. Une disposition législative ou réglementaire peut exiger que les usagers présentent leur demande sur un formulaire établi à cet effet.
- 2) Les annexes spécifiées par la disposition législative ou réglementaire pertinente doivent être jointes à la demande. Il ne doit pas être demandé aux usagers de fournir des données que les dossiers de l'organe administratif public concerné, établis et requis en vertu de la loi, doivent contenir (article 27, paragraphe 3).
- 3) Les demandes seront jugées en fonction de leur teneur. Une demande ne doit pas être rejetée au seul motif que la désignation ne correspond pas à sa teneur.

---

<sup>14</sup>Pour l'application de cet article, voir le Décret gouvernemental n° 136/1994 (X.26).

4) Une personne privée peut présenter sa demande tendant à la mise en route d'une procédure de première instance non seulement à l'organe administratif public compétent habilité à conduire la procédure en question, mais aussi au notaire de la municipalité du domicile ou du lieu de travail de l'usager.

### Procès-verbaux

#### Article 17

1) A la demande de l'usager ou, si cela est nécessaire pour toute autre raison, dans l'intérêt de la procédure, un procès-verbal sera dressé et simultanément un enregistrement audio effectué (ci-après: procès-verbal) des demandes présentées oralement, auditions des usagers, des témoins et des experts, inspections et audiences.

2)<sup>15</sup> Le procès-verbal contiendra le nom de l'organe administratif public agissant dans le cas d'espèce, le lieu et l'heure de l'élaboration du procès-verbal ou de la réalisation de l'enregistrement, l'identité et l'adresse de la personne entendue, l'avertissement l'informant de ses droits et de ses responsabilités, l'essentiel des déclarations concernant le cas d'espèce et - s'il s'agit de procès-verbaux écrits - la signature de la personne entendue, du fonctionnaire responsable et du procès-verbaliste.

3) Dans le cas où une demande est présentée oralement et où l'organe administratif public y accède immédiatement, ni procès-verbal ni enregistrement n'est nécessaire. Il suffit alors de noter sur le document lui-même que la procédure a été réalisée, ou d'en faire mention au dossier, conformément aux règles régissant le règlement du cas d'espèce.

4) Si un procès-verbal n'est pas rédigé, les procédures énumérées au paragraphe 1 feront l'objet d'une note. Cette note contiendra les données mentionnées au paragraphe 2 ainsi que l'essentiel des déclarations faites.

### Représentation

#### Article 18

1) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire ne prescrive que l'usager doit agir en personne, son mandataire en justice ou son avocat peut agir en son nom.

2) Si l'usager n'agit pas en personne, l'organe administratif public peut examiner si la personne agissant en son nom est habilitée à le représenter. Des dispositions législatives ou réglementaires peuvent fixer les conditions formelles spécifiques que le titre de représentation devra remplir.

3) L'organe administratif public rejettera toute action d'un avocat qui ne remplit pas les conditions requises pour agir en qualité de mandataire ou qui ne présente pas de pouvoirs établis en bonne et due forme.

4) Si le lieu où se trouve l'usager est inconnu ou si l'usager n'est pas capable d'agir seul dans le cas d'espèce ou s'il n'a pas de mandataire en justice ou d'avocat, l'autorité publique de tutelle désigne un conseil *ad litem*.

---

<sup>15</sup>Le paragraphe 2 de l'article 17 est le texte établi par le paragraphe 1 de l'article 40 de la Loi n° LXVI de 1992.



5) Les documents seront remis à l'usager ou, si l'usager est pourvu d'un mandataire en justice, d'un conseil *ad litem* ou d'un avocat muni d'une autorisation écrite - à ces derniers. Toutefois, l'ordonnance d'assignation ne sera signifiée qu'à la partie assignée, son mandataire en étant immédiatement informé.

### Exclusion

#### Article 19

- 1) Un fonctionnaire ne participera pas au règlement de ses propres affaires.
- 2) Tout fonctionnaire qui aura pris part à la décision réglant une affaire en première instance, ou toute personne qui aura témoigné ou qui sera intervenue en tant qu'expert lors de l'examen de l'affaire en première instance ne pourra participer à la prise de décision quant au fond de l'affaire à un niveau supérieur.
- 3) Toute personne dont on ne peut attendre qu'elle porte un jugement objectif sur l'affaire ne participera pas à la procédure.
- 4) Tout fonctionnaire estimant qu'il ne peut participer à la procédure informera le chef de l'organe administratif public des raisons de cette impossibilité. Les motifs d'exclusion pourront également être signalés par l'usager. Il appartient au chef de l'organe administratif public de prendre une décision en matière d'exclusion et de désigner immédiatement un fonctionnaire chargé de s'occuper de l'affaire.
- 5)<sup>16</sup> A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, si un motif d'exclusion apparaît dans le cas du chef d'un organe administratif public, le maire, le maire de la capitale, le notaire, le notaire principal de la capitale, le chef d'un bureau de district d'une ville ayant rang de comté ou un fonctionnaire employé par les services du maire, le fonctionnaire ou l'autorité désignés par l'autorité supérieure sera chargé d'agir dans le cas d'espèce.
- 6) L'organe administratif public ne prendra pas part au règlement de ses propres affaires.
- 7) Les règles d'exclusion seront appliquées comme il convient à l'encontre des membres ou du chef de l'organe collectif chargé d'une procédure administrative de l'Etat.

### Contribution de l'autorité spéciale

#### Article 20

Une disposition législative ou réglementaire peut exiger qu'avant de prendre une décision, l'approbation de quelque autre organe administratif public (ci-après: autorité spéciale) soit obtenue. A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'organe administratif public habilité à prendre une décision quant au fond de l'affaire adressera à l'autorité spéciale une lettre demandant cette approbation.

---

<sup>16</sup>Le paragraphe 5 de l'article 19 est le texte établi par l'article 26 de la Loi n° XX de 1991.

#### Article 21

- 1) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'autorité spéciale doit donner effet à la lettre de demande d'approbation dans un délai de 15 jours. Une date spécifique peut également être fixée à cet effet.
- 2) En l'absence d'une déclaration de l'autorité spéciale dans le délai prescrit ou à la date fixée, l'organe administratif public qui a fait la demande, considérera que l'autorité spéciale a donné son approbation, sauf si au plus tard à la date fixée pour donner cette approbation, l'autorité spéciale demande une prolongation de huit jours du délai qui lui est laissé pour faire une déclaration.

#### Citations à comparaître

#### Article 22

- 1) L'organe administratif public peut requérir quiconque il juge nécessaire d'entendre pendant la procédure de comparaître devant l'organe administratif public ou en un lieu désigné, avant une date fixée ou dans un délai spécifié. L'usager peut n'être pas tenu de comparaître dans une procédure qu'il a lui-même mise en route.
- 2) Les citations à comparaître doivent normalement être signifiées de telle sorte que la personne citée la reçoive cinq jours au moins avant la date de l'audition et, dans la mesure du possible, la comparution ne doit pas gêner la personne citée à comparaître dans l'exécution de son travail.

#### Article 23

- 1) La citation indique la nature de l'affaire et la capacité (usager, témoin, etc.) dans laquelle l'organe administratif public souhaite entendre la personne citée. La personne citée est avertie des conséquences de tout manquement à l'obligation de se présenter à l'audition.
- 2) La citation peut être faite par écrit ou par téléphone. Si elle est faite par téléphone, il en est gardé une trace écrite.
- 3) Si un fonctionnaire impose à une personne qui participe à la procédure de comparaître à une autre date, note ce fait sur le document et le fait signer par la personne citée à comparaître, la valeur juridique en est la même que celle d'une ordonnance de citation.
- 4) L'organe administratif public ne peut citer à comparaître devant lui une personne privée résidant ou se trouvant à l'extérieur de son domaine de compétence territoriale que si cela est exigée par une disposition législative ou réglementaire ou requis par la personne privée elle-même ou si, pour la personne qu'il veut entendre, il est plus aisé de se rendre auprès du siège de l'organe administratif public chargé de l'affaire qu'auprès de l'organe administratif public de rang inférieur dans la circonscription duquel elle réside ou se trouve. C'est alors audit organe administratif public qu'est adressée une requête écrite relative à l'audition de ladite personne.
- 5)<sup>17</sup> Le chef de l'organe administratif public établi dans la capitale ou celui du bureau de district d'une ville ayant rang de comté peut citer à comparaître des personnes de toute la région de la capitale, ou de la ville ayant rang de comté, respectivement.

---

<sup>17</sup>Le paragraphe 5 de l'article 23 est le texte établi par l'article 27 de la Loi n° XX de 1991.

6) Les membres des forces armées, des organisations armées et de la police sont cités à comparaître par écrit, par l'intermédiaire de leur quartier général respectif.

#### Article 24

- 1) Toute personne citée à comparaître est tenue d'obtempérer à la citation.
- 2) Si la personne citée n'obtempère pas à la citation ou quitte le lieu de la procédure sans autorisation avant l'audition, sans fournir d'excuse suffisante pour son absence ou son départ, elle encourt une amende de 1 000 forint.
- 3) Si la personne citée à comparaître ne se présente pas même après que la citation a été renouvelée et ne fournit pas d'excuse pour justifier son absence, elle peut être amenée sur les lieux avec l'aide de la police. A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'approbation écrite du procureur est requise pour la mise en oeuvre de cette comparution obligatoire. L'approbation du procureur peut être demandée par le chef de l'organe administratif public chargé de l'affaire.
- 4) Si un membre des forces armées, des organisations armées ou de la police doit être amené à l'audience, une lettre demandant cette comparution obligatoire doit être adressée au quartier général approprié.
- 5) Si la personne citée à comparaître fournit une excuse valable pour son absence ou son départ, la décision lui imposant une amende ou l'ordonnance de saisie doit être retirée.
- 6) Dans le cas d'une citation exigeant une comparution immédiate, ou faite par téléphone, aucune amende ne peut être imposée à la personne qui ne comparaît pas, et sa comparution obligatoire ne peut être ordonnée.
- 7) Si le mandataire en justice d'une personne juridique ou d'une autre organisation dépourvue de la personnalité juridique ne se présente pas après avoir reçu une citation à comparaître, et si le chef de l'entité juridique (autre organisation) refuse de donner le nom de son représentant lorsqu'il est invité à le faire, ledit chef de l'entité juridique encourt une amende ne dépassant pas 1 000 forint.

#### Notification

#### Article 25

Si l'usager ne peut être assigné en vertu du paragraphe 1 de l'article 22, ou si l'organe administratif public ne juge pas nécessaire d'assigner l'usager, l'organe administratif public envoie à l'usager une notification l'informant de l'audition des témoins et des experts, de l'inspection et de l'audience, et lui faisant savoir qu'il peut participer à ladite audition (inspection, audience), mais n'y est pas tenu.

#### Exposé des faits

#### Article 26

- 1) L'organe administratif public expose les faits de la cause dont la connaissance est nécessaire pour prendre une décision. Si les données disponibles sont insuffisantes, une procédure doit être entreprise, soit d'office, soit sur demande, pour produire des éléments de preuve.

- 2) Les faits qui sont connus de tous ou sont officiellement connus de l'organe administratif public n'ont pas à être prouvés.
- 3) Principaux moyens de preuve: déclarations de l'usager, documents, témoignages, inspections et opinions d'experts.
- 4) L'organe administratif public évalue tous les éléments de preuve un par un, et expose les faits de la cause au mieux de la conviction à laquelle il est parvenu à partir des éléments de preuve.

#### La déclaration de l'usager

#### Article 27

- 1) L'usager a le droit de faire une déclaration, soit orale, soit écrite, dans le cours de la procédure; il a aussi le droit de refuser de faire une déclaration. Si l'usager ne fait pas de déclaration ou refuse de fournir les données demandées, l'organe administratif public prend une décision fondée sur les données disponibles, ou suspend la procédure. L'usager doit en être informé.
- 2) Avant toute audition, le fonctionnaire est tenu de fournir à l'usager les renseignements nécessaires et de l'informer de ses droits et de ses responsabilités. Dans le cours de la procédure, l'organe administratif public s'assurera que l'usager ne supporte aucun désavantage d'aucune nature du fait de l'ignorance de dispositions législatives ou réglementaires.
- 3)<sup>18</sup> L'organe administratif public ne demandera pas à l'usager de communiquer des données que les dossiers de l'organe administratif public en question, établis au titre de la loi et requis par la loi, doivent contenir. Cette règle est applicable aux données figurant dans les dossiers détenus dans les services du maire en vertu d'une disposition législative ou réglementaire, ou résultant des procédures conduites par le maire, le maire de la capitale, le notaire, le notaire principal et les fonctionnaires employés par les services du maire.
- 4) Tout usager ou mandataire en justice d'un usager qui, de mauvaise foi, énonce un fait contraire à la vérité sur un point ayant de l'importance quant au fond de l'affaire encourt une amende dont le montant ne pourra dépasser 5 000 forint. La décision imposant l'amende peut être révoquée si l'usager révèle le caractère contraire à la vérité de la déclaration qu'il a faite.

#### Documents

#### Article 28

- 1) Pour exposer les faits d'une cause, l'organe administratif public peut inviter l'usager à présenter un document ou tout autre dossier, ou envoyer à cette fin à quelque autre organe une lettre en présentant la requête (article 10).
- 2) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'usager est autorisé à faire une déclaration au sujet du fait qu'il souhaite prouver, au lieu de présenter un document qu'il lui est excessivement difficile de se procurer.

---

<sup>18</sup>Le paragraphe 3 de l'article 27 est le texte établi par l'article 24 de la Loi n° XX de 1991.

3) Les dispositions relatives aux documents sont applicables à tous les objets sur lesquels des données sont enregistrées, généralement par des moyens techniques ou chimiques (photographies, films, enregistrements audio, disques magnétiques, bandes magnétiques, etc.).

### Témoins

#### Article 29

- 1) Les faits se rapportant à la cause peuvent aussi être prouvés par un témoin.
- 2) La personne appelée à témoigner est tenue de se présenter à l'audience et de témoigner, sauf exceptions énoncées à l'alinéa b) du paragraphe 3 et aux paragraphes 4 et 5 ci-dessous.
- 3) Les personnes ci-après ne peuvent être citées comme témoin:
  - a) les personnes dont on ne peut attendre un témoignage qui puisse servir d'élément de preuve;
  - b) sur des fait qualifiés de secrets d'Etat, secrets de service ou secrets professionnels, les personnes qui n'ont pas été dispensées de l'obligation de secret par l'organe ou la personne habilitée à accorder cette dispense.
- 4) Une personne citée à témoigner peut refuser de le faire si elle est parente de l'un quelconque des usagers.
- 5) Une personne citée à témoigner peut refuser de le faire dans les cas où, en témoignant, elle s'accuserait elle-même ou accuserait un parent d'avoir commis une infraction.

#### Article 30

- 1) Au début de l'audition, l'identité du témoin doit être établie. Le témoin fera une déclaration indiquant ses relations avec les usagers et indiquera s'il est sans parti pris à leur égard. Le témoin sera averti de ses droits et de ses responsabilités ainsi que des conséquences d'un faux témoignage.
- 2) Les témoins qui n'ont pas encore déposé ne doivent pas, en règle générale, être présents lors de l'audition de l'usager ou d'autres témoins.
- 3) Si l'organe administratif public entend le témoin en dehors d'une audience, les règles de procédure doivent néanmoins être appliquées à l'audition en tant que de besoin.

### Inspection

#### Article 31

- 1) Une inspection (enquête) peut être ordonnée pour exposer les faits de la cause. Pendant cette inspection:
  - a) le propriétaire de l'objet à inspecter peut être requis de présenter ledit objet;
  - b) une inspection locale (examen des lieux) peut être effectuée.

2) Dans le cas où la notification préalable ou la convocation des intéressés compromettrait le succès de l'inspection, l'ordre d'inspection sera communiqué verbalement aux intéressés, avant le début de l'inspection.

3) Le propriétaire de l'objet à inspecter peut refuser de présenter l'objet en question s'il est tenu par l'obligation de secret (alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 29) en ce qui concerne l'objet de l'inspection en question et s'il n'a pas été dégagé de cette obligation.

### Experts

#### Article 32

1) Un expert doit être invité à déposer si des connaissances spéciales sont requises pour énoncer un fait ou une autre circonstance pertinente en l'espèce, ou si la déposition d'un expert est requise par une disposition législative ou réglementaire.

2) Un employé, possédant les connaissances spécialisées requises, de l'organisme administratif public agissant dans un cas d'espèce sera invité à participer à la procédure en qualité d'expert, ou l'organisation spécifiée par la disposition législative ou réglementaire pertinente sera consultée. Si l'organe administratif public agissant dans un cas d'espèce ne dispose d'aucun employé possédant les connaissances spécialisées requises pour qu'une décision soit prise sur la question examinée, quelque autre organisation ou groupe d'experts peut être consulté. Chaque fois que cela sera justifié, une personne ayant les connaissances spécialisées requises pourra être désignée directement pour déposer comme expert. L'usager peut aussi proposer une personne comme expert.

3) A la demande de l'usager, l'organe administratif public peut désigner - soit avant, soit après avoir reçu l'opinion du premier expert - un expert autre que l'expert initialement désigné, à condition que le coût des services dudit expert soit supporté et payé à l'avance par l'usager.

#### Article 33

1) Toute personne à l'égard de laquelle il existe un motif d'exclusion (article 19), qui ne peut être citée comme témoin, ou qui peut refuser de témoigner (article 29, paragraphes 3 et 4) ne remplira pas le rôle d'expert.

2) Toutes les données nécessaires à l'expert pour s'acquitter de ses fonctions lui seront communiquées. A cette fin, l'expert pourra étudier les pièces du dossier et être présent lors de l'audition de l'usager et du témoin, lors de l'inspection et lors de l'audience, et pourra interroger l'usager et le témoin. Dans les cas prévus par une disposition législative ou réglementaire, le client peut être requis de participer à l'enquête de l'expert.

3) Avant de donner son opinion, l'expert sera averti des conséquences qu'entraînerait le fait de donner une fausse opinion.

4) Si l'organe administratif public entend l'expert en dehors de sessions, les règles de procédure applicables aux audiences seront appliquées à l'audition en question.

### Interprètes

#### Article 34

- 1) Si au cours d'une procédure une langue étrangère est employée - et si le fonctionnaire chargé de l'affaire ne parle pas cette langue - les services d'un interprète seront assurés.
- 2) Si un sourd, un muet ou un sourd-muet participe à la procédure administrative de l'Etat, les services d'un interprète seront assurés.
- 3) Les dispositions relatives à l'expert s'appliquent également à l'interprète en tant que de besoin.

#### Conséquences du refus de témoigner, du refus de donner une opinion d'expert et du fait de s'opposer à l'inspection

#### Article 35

- 1) Si, après avoir été averti des conséquences, le témoin, l'expert ou le propriétaire de l'objet à inspecter, refuse de témoigner, de coopérer, de donner une opinion d'expert ou de présenter l'objet à l'inspection sans fournir d'excuse acceptable, il encourt une amende ne dépassant pas 1 000 forint.
- 2) La décision d'imposer une amende peut être révoquée si, après avoir refusé de le faire, le témoin dépose son témoignage, l'expert s'acquitte de ses fonctions ou le propriétaire de l'objet à inspecter s'acquitte de ses responsabilités.
- 3) Quiconque empêche l'inspection sur place ou refuse de participer à l'enquête de l'expert encourt une amende, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus. Une loi du Parlement, un décret-loi<sup>19</sup> ou un décret gouvernemental peut aussi autoriser le recours à d'autres moyens de coercition.

### Audience

#### Article 36

- 1) L'organe administratif public organisera une audience si cela est requis par une disposition législative ou réglementaire ou si l'audition collective des personnes participant à la procédure est nécessaire pour exposer les faits de la cause.
- 2) A l'audience, l'organe administratif public entend l'usager, le témoin et l'expert, et il inspecte l'objet à inspecter.
- 3) L'usager et son mandataire en justice peuvent présenter des observations sur ce qui a été dit à l'audience; ils peuvent poser des questions aux personnes entendues ou proposer que d'autres personnes soient invitées à déposer ou que d'autres éléments de preuve soient produits.
- 4) Les personnes qui perturbent l'audience peuvent être rappelées à l'ordre par le fonctionnaire présidant l'audience. Si elles causent des perturbations répétées ou graves, le fonctionnaire présidant l'audience leur ordonne de quitter la salle et leur inflige une amende ne dépassant pas 1 000 forint. A l'encontre de membres des forces armées, d'organisations armées ou de la police, si le fonctionnaire

---

<sup>19</sup>Le "décret-loi" en tant que source de droit n'existe plus.

présidant l'audience juge insuffisant d'infliger une amende, des poursuites disciplinaires peuvent être entreprises.

### Suspension de la procédure

#### Article 37

1) Si une décision quant au fond de l'affaire ne peut être prise qu'une fois un jugement prononcé dans une affaire pour laquelle quelque autre organe a compétence pour agir, l'organe administratif public peut suspendre la procédure. Si l'usager peut engager la procédure devant l'autre organe mentionné ci-dessus, il est invité à le faire, dans un délai fixé. Si l'usager ne se conforme pas à cette requête, l'organe administratif public peut soit suspendre la procédure, soit prendre une décision sur la base des données disponibles.

2) La durée de la suspension ne sera pas comptée dans le délai imposé pour régler l'affaire.

3) La décision ordonnant la suspension d'une procédure est susceptible d'appel.

### Accord

#### Article 38

1) Si une disposition législative ou réglementaire le prescrit ou si la nature du cas d'espèce l'autorise, l'organe administratif public s'efforce de parvenir à un accord avant de prendre une décision.

2) Si l'accord est conforme aux dispositions en vigueur et ne lèse pas l'intérêt légitime des parties ou de tiers, l'organe administratif public donne son approbation à l'accord ou en inscrit le texte dans une décision; dans le cas contraire, il poursuit la procédure.

### Calcul du délai (date limite)

#### Article 39

1) Le jour de la communication et de la signification, celui de l'affichage et du retrait de l'avis et la durée de la procédure conduite par l'autorité spéciale (article 21) ne seront pas comptés dans le délai fixé en nombre de jours.

2) Si le dernier jour du délai est un jour de congé pour l'organe administratif public, le délai expire le premier jour ouvrable suivant ledit jour de congé.

3) Dans le cas de demandes envoyées par la poste, la date indiquée par le cachet de la poste est considérée comme date à laquelle la demande est présentée.

4) En cas de doute, il sera considéré que la date limite a été respectée.

### Excuses

#### Article 40

1) Quiconque omet de se présenter à la date fixée comme date limite ou n'a pas respecté la date limite peut présenter une requête en justification à l'organe chargé du cas d'espèce. La requête en



justification sera soumise à l'organe administratif public pour jugement et décision pendant la procédure au cours de laquelle l'omission ou le défaut de comparution s'est produit.

- 2) Les requêtes en justification peuvent être présentées dans un délai de huit jours à partir de la date fixée comme date limite ou à partir du dernier jour du délai non respecté. Si l'utilisateur n'a eu connaissance que plus tard du défaut de comparution ou si l'obstacle n'a disparu que plus tard, le terme du délai est calculé à partir du jour auquel il a eu cette connaissance ou auquel l'obstacle a cessé d'exister.
- 3) Des requêtes en justification peuvent être présentées pendant six mois à compter de la date limite non respectée ou à compter du dernier jour du délai non respecté.
- 4) Si une date limite n'est pas respectée, cette omission est rectifiée dès la présentation de la requête en justification.
- 5) Si l'organe administratif public accède à la requête en justification, il poursuit la procédure et, en fonction des résultats de la procédure, maintient en vigueur, modifie ou révoque sa décision antérieure.
- 6) La décision rejetant la requête en justification n'est susceptible d'appel que si la requête vise à faire reconnaître la validité des motifs du non-respect du délai d'appel.

#### Examen des pièces du dossier

##### Article 41

- 1) L'utilisateur et son mandataire peuvent examiner les pièces du dossier générées pendant le cours de la procédure et en prendre copie.
- 2) Outre l'utilisateur et son mandataire, l'organe administratif public peut aussi permettre à d'autres personnes (représentants d'organes) d'examiner les pièces du dossier et d'en prendre copie si elles peuvent prouver que la connaissance de la teneur de ces pièces leur est nécessaire pour faire respecter leurs droits ou s'acquitter de leurs devoirs.
- 3) L'examen des comptes rendus élaborés lors des consultations ou des votes, celui des projets de décision et des pièces contenant des secrets d'Etat ou des secrets de service ne peuvent être autorisés. L'examen ou la copie de pièces du dossier qui serviront de base à une décision portant sur le fond de l'affaire ne doivent pas être interdits sous le prétexte que ces pièces contiennent un secret de service.

### CHAPITRE IV

#### Décisions de l'organe administratif public

##### Forme et teneur des décisions

##### Article 42

- 1) L'organe administratif public prend une décision portant à la fois sur le fond de l'affaire et sur les questions qui doivent être réglées dans le cours de la procédure.

2) Dans une procédure mise en route à la demande de l'usager - dans des cas spécifiés par une disposition législative ou réglementaire - la décision prise à la suite de cette demande aura plein effet juridique même si l'organe administratif public n'a pas refusé d'agréer la demande avant la date limite spécifiée.

#### Article 43

1) La décision doit contenir:

- a) le nom de l'organe administratif public agissant en la matière, le nom et l'adresse (siège social) de l'usager, le numéro du dossier, la question sur laquelle il porte et le nom du fonctionnaire qui en est chargé;
- b) le dispositif de la décision contient le texte proprement dit de la décision de l'organe administratif public, ainsi que des renseignements sur les possibilités d'appel et de révision judiciaire;
- c) l'exposé des motifs de la décision contient l'énoncé des faits de la cause et les éléments de preuve sur lesquels la décision est fondée, l'énumération des éléments de preuve fournis par l'usager mais non retenus, les raisons pour lesquelles ces éléments de preuve n'ont pas été retenus, le nom des autorités spéciales qui ont agi en la matière ainsi que les dispositions législatives et réglementaires sur lesquelles l'organe administratif public a fondé sa décision;
- d) le lieu et la date de la décision, le nom et le titre officiel du signataire de la décision et le timbre de l'organe administratif public.

2) En l'absence d'une partie adverse, l'exposé des motifs pourra être omis si la décision est une décision de première instance faisant droit à la requête ou si la décision contient un accord ou une approbation. Dans le cas d'une décision de première instance faisant droit à la requête, les renseignements relatifs aux voies de recours peuvent aussi être omis.

3) La décision est formulée sur une feuille distincte, portée au procès-verbal ou inscrite sur le document. La décision doit être rédigée sur une feuille distincte si elle doit être signifiée à l'usager ou si, à la demande de l'usager, la décision adoptée doit être adressée à l'usager.

4) Dans la décision portée au procès-verbal ou inscrite sur le document, les données énumérées aux alinéas a) et b) du paragraphe 1 ci-dessus ne seront pas nécessairement indiquées si elles ressortent du document.

5) Une disposition législative ou réglementaire peut exiger que l'organe administratif public établisse sa décision sur un formulaire spécifiquement élaboré à cet effet.

#### Article 44

1) Si la décision contient une obligation, un délai ou une date limite sera fixé pour l'exécution de cette obligation.

2) La décision peut aussi prévoir un commencement d'exécution.

### Communication des décisions

#### Article 45

- 1) La décision sera communiquée par notification. Si l'utilisateur est présent, la décision peut aussi lui être lue, à moins qu'une disposition législative ou réglementaire ne l'interdise.
- 2) Si cela est prescrit par une disposition législative ou réglementaire, la décision peut aussi être communiquée par promulgation ou affichage public.
- 3) Dans le cas de danger public, de risque pour des vies humaines ou de risque de dommage substantiel ou irréparable, la décision peut aussi être communiquée par des moyens de télécommunication. La date et l'heure de la communication seront inscrites sur le document.
- 4) La décision sera communiquée ou des renseignements relatifs à cette décision seront fournis à l'organe (personne) spécifié par les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes, ainsi qu'à l'autorité spéciale qui a traité l'affaire.

#### Article 46

- 1) La promulgation de la décision sera versée au dossier.
- 2) La décision promulguée sera adressée à l'utilisateur - sur sa demande - dans un délai de huit jours.

#### Article 47

- 1) La date de la communication de la décision sera la date à laquelle elle a été signifiée ou promulguée ou la date à laquelle le document exposé en public a été retiré, ou la date à laquelle la décision a été communiquée par des moyens de télécommunication.
- 2) Sur les documents exposés en public seront portées la date à laquelle ils ont été affichés et celle à laquelle ils ont été retirés.

### Rectification de la décision et adjonctions

#### Article 48

- 1) Si la décision contient des données erronées quant aux noms ou aux chiffres, des erreurs de calcul ou d'autres erreurs matérielles d'une nature similaire, l'organe administratif public peut rectifier ou remplacer la décision - le cas échéant, après audition de l'utilisateur.
- 2) L'organe administratif public peut compléter sa décision dans le cadre de ses attributions (d'office) ou à la demande de l'utilisateur, s'il y a des questions se rapportant au fond de l'affaire sur lesquelles il ne s'est pas prononcé. Cette adjonction n'affectera en rien les autres dispositions de la décision.
- 3) La rectification ou l'adjonction seront enregistrées sur l'original et, éventuellement, sur les expéditions authentiques de la décision initiale, et seront communiquées à l'utilisateur ainsi qu'il est spécifié pour la décision initiale.
- 4) Aucune adjonction à une décision ne pourra violer un droit acquis et exercé de bonne foi.

## CHAPITRE V

### Certificats, cartes et procès-verbaux officiels

#### Article 49

- 1) Dans le cours de la procédure décrite dans le présent chapitre, les dispositions de la présente loi seront appliquées avec les différences ici prescrites.
- 2) Le document émis par l'organe administratif public pour attester un certain fait ou une certaine situation, l'attestation dudit fait ou de ladite situation par d'autres moyens similaires et l'inscription au procès-verbal officiel valent décision.
- 3) L'organe administratif public prendra une décision sur le refus d'émettre un certificat officiel et une carte officielle, ainsi que sur le refus d'inscription au procès-verbal officiel (modification, suppression).

#### Certificat officiel

#### Article 50

- 1) Pour attester un fait, une situation ou d'autres données (ci-après: données), l'organe administratif public émet un certificat officiel.
- 2) Outre les organes administratifs publics énumérés à l'article 6, un certificat officiel peut aussi être émis par les organes administratifs publics:
  - a) de la région dans laquelle le fait à prouver s'est produit ou dans laquelle la situation a duré ou cessé;
  - b) de la région dans laquelle la question pertinente pour la production d'éléments de preuve existe ou a existé pendant la période pertinente;
  - c) dont les dossiers contiennent les données visées.
- 3) Le certificat officiel doit être émis par écrit, ou alors, une disposition peut être ajoutée au document présenté par l'utilisateur, dans un délai de huit jours à partir de la présentation de la demande. Le certificat officiel doit indiquer le nom de la personne à laquelle il a été délivré, l'objet pour lequel il a été émis et les éléments de preuve sur la base desquels il a été émis.
- 4) En l'absence de preuves contraires, la teneur du certificat officiel s'impose à tous.

#### Article 51

- 1) Un certificat officiel peut être émis si cela est exigé par une disposition législative ou réglementaire, ou si l'utilisateur prouve qu'il est nécessaire d'émettre un tel certificat.
- 2) L'organe administratif public refusera d'émettre un certificat officiel:
  - a) si l'émission d'un tel certificat est contraire à la loi;

- b) si les données que le certificat officiel doit prouver peuvent être attestées par quelque autre document;
- c) si l'usager ne peut indiquer l'objet pour lequel il demande le certificat ou s'il demande qu'un fait contraire à la vérité soit certifié.

#### Carte officielle

#### Article 52

1)<sup>20</sup> Dans les cas spécifiés par une loi du Parlement ou par un décret de l'autorité locale, l'organe administratif de l'Etat émet une carte officielle attestant régulièrement les données fournies par l'usager. L'émission d'une carte officielle attestant régulièrement les données fournies par l'usager peut aussi être ordonnée par un décret gouvernemental.

2) Seules les données spécifiées par des dispositions législatives ou réglementaires peuvent être portées sur la carte officielle.

3) En l'absence de preuves contraires, les données et droits spécifiés sur la carte officielle s'imposent à tous et aucune autre preuve ne peut être exigée de l'usager pour établir lesdits droits ou données.

#### Documents officiels

#### Article 53<sup>21</sup>

1) L'organe administratif de l'Etat tiendra un registre des données spécifiées par des dispositions législatives ou réglementaires. L'inscription sur ce registre de données personnelles concernant les citoyens ne peut être prescrite que par une loi du Parlement ou par un décret de l'autorité locale, sur la base d'une autorisation donnée par la loi, dont le champ d'application est précisé dans ladite loi.

2) L'organe administratif de l'Etat ne peut communiquer les données personnelles contenues dans ses dossiers ou dans les documents qui servent de base à ses dossiers - outre les personnes que ces données concernent - qu'aux seuls organes et personnes spécifiées par une loi du Parlement ou par un décret de l'autorité locale pris sur la base d'une autorisation donnée par la loi, énonçant précisément l'objet du traitement des données et la portée des données visées.

### CHAPITRE VI

#### Contrôles et inspections officiels

#### Article 54

1) Les dispositions de la présente loi sont applicables aux inspections officielles, avec les différences prescrites dans le présent chapitre.

---

<sup>20</sup>Le paragraphe 1 de l'article 52 est le texte établi par le paragraphe 2 de l'article 40 de la Loi n° LXVI de 1992.

<sup>21</sup>L'article 53 est le texte établi par le paragraphe 3 de l'article 40 de la Loi n° LXVI de 1992.

#### Article 55

Pour s'acquitter des tâches relevant de sa compétence, l'organe administratif public procédera à des inspections officielles.

#### Article 56

L'usager sera informé à l'avance de l'inspection officielle, à moins que l'annonce d'une telle inspection ne risque d'en compromettre le succès. Dans ce dernier cas l'usager, s'il est présent, sera informé oralement lors du début de l'inspection.

#### Article 57

1) Si cela est nécessaire au succès de l'inspection officielle, les représentants de l'organe administratif public peuvent entrer dans des locaux (une région), examiner des documents ou des objets et observer le processus de travail (l'activité) concerné, ils peuvent demander des renseignements à l'usager ou à son mandataire, et démontrer l'existence de faits de toute autre manière.

2) S'il est fait obstruction à l'inspection officielle de quelque manière que ce soit, les dispositions de l'article 35 sont dûment appliquées.

#### Article 58

Il doit être procédé à l'inspection officielle de telle manière que, dans la mesure du possible, elle n'empêche pas l'usager d'accomplir son travail ou de mener ses activités propres.

#### Article 59

1) S'il constate qu'une disposition législative ou réglementaire a été violée, l'organe administratif public prend les mesures nécessaires; en particulier:

- a) il s'acquitte de ses attributions officielles énoncées dans la présente Loi;
- b) il appelle l'attention de l'usager ou de l'organe supérieur (représentant des intérêts) sur la violation constatée;
- c) il s'adresse à un autre organe administratif public en lui demandant de prendre les mesures appropriées;
- d) il met en route une procédure disciplinaire, correctionnelle, civile, pénale ou autre.

2) L'organe saisi examine la requête de l'organe administratif public quant au fond, et informe l'organe administratif public des mesures qu'il a prises ou des raisons pour lesquelles il ne donne pas suite à la requête, dans un délai de 30 jours.

## CHAPITRE VII

### Voies de recours

#### Article 60

A moins que le présent chapitre n'en dispose autrement, les dispositions des chapitres II à IV sont dûment appliquées dans les procédures régies par le présent chapitre.

#### Modification et révocation de la décision

#### Article 61

- 1) Si l'organe administratif public parvient à la conclusion que sa décision, non encore corroborée par une autorité supérieure ou par un tribunal, contrevient à une disposition législative ou réglementaire, il modifie ou révoque cette décision.
- 2) Dès la réception d'une demande de recours de l'utilisateur, l'organe administratif public peut modifier ou révoquer sa décision s'il se range à la teneur de la demande de recours, à la condition qu'aucune partie adverse ne soit concernée par le cas d'espèce.
- 3) L'organe administratif public n'est autorisé à modifier ou révoquer la décision qu'une seule fois, dans un délai d'un an à partir de la date à laquelle la décision a été annoncée. L'autorité spéciale ne peut modifier ou retirer son approbation (article 20) que jusqu'au moment où l'organe administratif public chargé de l'affaire prend sa décision.
- 4) Toute possibilité de modification ou de révocation de la décision peut être exclue ou assujettie à une condition spéciale par une disposition législative ou réglementaire.
- 5) Aucune modification ou révocation de décision ne peut violer un droit acquis et exercé de bonne foi.

#### Appel

#### Article 62

- 1) L'utilisateur a le droit de faire appel de la décision prise, quant au fond, en première instance. Quiconque est affecté par les dispositions de cette décision a aussi le droit de faire appel.
- 2) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'appel peut être formé pendant les 15 jours qui suivent la publication de la décision.
- 3) A moins qu'un appel spécial ne soit autorisé par une disposition législative ou réglementaire, les décisions qui précèdent la décision quant au fond et les déclarations émanant de l'autorité spéciale ne peuvent être contestées que dans l'appel formé contre la décision quant au fond de l'affaire. Les décisions imposant une amende sont susceptibles d'appel.
- 4) Quiconque a le droit de faire appel peut renoncer à ce droit pendant le délai d'appel.

### Article 63

- 1) L'appel est suspensif pour ce qui est de l'exécution de la décision, à moins que l'organe administratif public n'ait ordonné l'exécution immédiate.
- 2) L'exécution immédiate de la décision peut être ordonnée:
  - a) si l'absence d'exécution immédiate comporte un risque pour des vies humaines ou pour la sécurité publique, ou peut entraîner une perte substantielle ou un dommage irréparable;
  - b) si la décision contient des dispositions visant l'entretien ou le soin d'une personne;
  - c) si, pour toute autre raison importante, cela est autorisé par une loi du Parlement, un décret-loi ou un décret gouvernemental.
- 3) L'exécution immédiate fera l'objet d'une mention spécifique dans la décision, et les raisons en seront données dans ladite décision.

### Article 64

Aucun appel n'est possible si le gouvernement ou un membre du gouvernement a agi en première instance, ou si une disposition législative ou réglementaire exclut le droit d'appel dans un cas d'espèce au motif que les demandes de modification ou de révocation de la décision doivent être présentées devant un tribunal.

### Article 65

- 1) L'appel sera déposé auprès de l'organe administratif public qui a pris la décision contestée. L'appel doit contenir des faits nouveaux et des éléments de preuve nouveaux.
- 2) L'appel, ainsi que toutes les pièces du dossier, doivent être présentés à l'autorité supérieure dans un délai de huit jours à compter de la date limite, à moins que l'organe administratif public ne révoque la décision contestée ou ne la modifie ou ne la complète ainsi qu'il est demandé dans l'appel.

### Article 66

- 1) Il appartient à l'organe administratif public supérieur de juger en appel.
- 2) L'autorité supérieure examine la décision contestée par l'appel ainsi que la procédure qui a précédé la prise de cette décision, quels que soient l'auteur de l'appel et la raison de cet appel. A la suite de cet examen, elle confirme, modifie ou annule la décision.
- 3) En l'absence de données suffisantes pour se prononcer quant au fond de l'affaire ou si une élucidation plus poussée des faits de la cause est nécessaire, l'autorité supérieure annule la décision et soit donne ordre à l'organe administratif public qui a agi en première instance d'engager une nouvelle procédure, soit prend elle-même des mesures pour compléter le dossier de l'affaire.



## Article 67

La décision prise pendant la procédure d'appel est communiquée par écrit - par l'intermédiaire de l'organe administratif public qui a agi en première instance - à l'auteur de l'appel et à tous ceux qui ont été informés de la décision prise en première instance.

## Demande de révision

## Articles 68 à 70<sup>22</sup>

## Mesures de supervision

## Article 71

1) Si une décision prise par l'organe administratif public contrevient à une disposition législative ou réglementaire, l'organe administratif public supérieur peut modifier ou annuler cette décision, et peut donner à l'organe administratif public qui a agi dans le cas d'espèce l'ordre d'engager une nouvelle procédure. L'organe administratif public supérieur aura aussi ces pouvoirs si l'autorité spéciale - par l'intermédiaire de son autorité supérieure - dépose une plainte pour non-observation de son approbation, dans un délai de 15 jours à partir de la réception de la décision (article 45, paragraphe 4).

2) La décision ne peut être modifiée ni annulée:

- a) si elle a été révisée par un tribunal;
- b) si la modification ou l'annulation de la décision risque de violer un droit acquis et exercé de bonne foi;
- c) si une année s'est écoulée depuis que la décision est devenue juridiquement valable;
- d) si cette possibilité est exclue ou assujettie à une condition par une disposition législative ou réglementaire.<sup>23</sup>

## Révision judiciaire de décisions administratives

## Article 72<sup>24</sup>

1) En cas de violation des réglementations officielles, l'usager ou la partie lésée dont les intérêts légitimes ont été compromis peut - à moins qu'une loi du Parlement n'en dispose autrement - entreprendre une action en révision judiciaire d'une décision prise quant au fond sur une question administrative, dans un délai de 30 jours à partir de la date de publication de la décision.

2) La révision judiciaire d'une décision administrative n'est autorisée que si l'usager a épuisé son droit d'appel dans la procédure administrative de l'Etat, ou si la décision n'est pas susceptible d'appel.

---

<sup>22</sup>Les articles 68 à 70 ont été abrogés par le paragraphe 4 de l'article 15 de la Loi n° XXVI de 1991.

<sup>23</sup>Voir le point 2 du Décret gouvernemental n° 1029/1992 (V.14).

<sup>24</sup> L'article 72 est le texte établi par l'article 3 de la Loi n° XXVI de 1991.

3) La présentation d'une déclaration de plainte a un effet suspensif sur l'exécution de la décision; toutefois, l'organe administratif public peut déclarer sa décision immédiatement exécutoire pour des motifs d'intérêt public ou d'intérêt pertinent de l'usager. La partie peut, dans sa déclaration de plainte, demander un sursis à l'exécution.

4) Aucune demande en révision judiciaire d'une décision administrative n'est recevable:

- a) si la possibilité en est exclue par une loi du Parlement;
- b) si la décision assure l'exécution de la décision juridiquement valable d'un tribunal;
- c) si la décision est de nature temporaire et qu'une décision finale doit être prise dans un délai spécifié par une disposition législative ou réglementaire;
- d) si la décision administrative prise portait sur l'autorisation d'une opération de commerce extérieur portant sur des marchandises, des services et ou des droits ayant une valeur économique;
- e) si la décision administrative contient des dispositions concernant la fabrication et la distribution d'armes à feu, de munitions, d'explosifs, de substances radioactives ou de stupéfiants;
- f)<sup>25</sup> si la décision administrative ordonne la comparution de personnes assujetties à l'obligation militaire devant la commission de recrutement, pour un examen médical, pour évaluation des demandes de service militaire non armé ou de service civil (maintien dans des occupations réservées) ou pour toute autre raison;
- g) si, dans le cas de service civil, la décision administrative contient des dispositions concernant la désignation de l'employeur, l'avis d'avoir à commencer le service civil, le maintien dans le service militaire, ou en cas de mobilisation, l'ajournement de la conscription (maintien dans des occupations réservées);
- h) si la décision administrative contient des dispositions relatives à l'accomplissement obligatoire d'un service de défense civile;
- i) si la décision administrative contient des dispositions relatives à la défense des frontières nationales.

### Article 73

1)<sup>26</sup> Lorsqu'il conclut à la violation d'une disposition législative ou réglementaire, le tribunal invalide la décision administrative et, s'il y a lieu, donne ordre à l'organe administratif public d'engager une nouvelle procédure. Une loi du Parlement peut donner au tribunal le pouvoir de modifier la décision administrative.

2) Après que le tribunal a pris une décision quant au fond de l'affaire, l'organe administratif public ne peut engager une nouvelle procédure pour la même affaire si les faits de la cause sont les mêmes.

---

<sup>25</sup> Les alinéas f) et g) du paragraphe 4 de l'article 72 contiennent le texte établi par l'article 262 de la Loi n° CX de 1993.

<sup>26</sup> Les paragraphes 1 et 3 de l'Article 73 contiennent le texte établi par l'article 4 de la Loi n° XXVI de 1991.

3) Les dispositions de la décision du tribunal et ses raisons s'imposent à l'organe administratif public qui doit prendre en considération la teneur de ladite décision, lors de la nouvelle procédure et de la décision.

### Mesures prises par le Procureur

#### Article 74

1) Les protestations, objections, avertissements et autres mesures émanant du procureur dans une procédure administrative de l'Etat sont régis par la Loi sur les services du Procureur général de la République de Hongrie.<sup>27</sup>

### Nullité

#### Article 75

1) Dans les procédures régies par le présent chapitre, la décision prise par l'organe administratif public sera annulée quels que soient les droits acquis et exercés de bonne foi:

- a) si le cas d'espèce relève de la compétence d'attribution d'un organe autre qu'un organe administratif public;
- b) si un employé de l'organe administratif public, qui a agi dans le cas d'espèce, a commis un manquement à ses devoirs sanctionné par le Code pénal et si ce manquement a influencé la décision prise par l'organe administratif public, à condition que l'infraction soit établie par un jugement définitif, ou que le prononcé d'un tel jugement ait été empêché par des facteurs autres que l'absence de preuve.

2) La décision prise par l'organe administratif public ne peut être annulée conformément au paragraphe 1 dès lors que trois années au moins se sont écoulées depuis que la décision a légalement pris effet.

## CHAPITRE VIII

### Exécution

#### Article 76

Pendant la procédure d'exécution, les dispositions de la présente loi seront appliquées avec les différences stipulées dans le présent chapitre.

### Décisions exécutoires

#### Article 77

1) La décision prise en première instance par l'organe administratif public sera considérée comme juridiquement contraignante et exécutoire si aucun appel n'a été formé contre elle pendant le délai

---

<sup>27</sup> Voir la Loi n° V de 1972.

d'appel, si il y a eu renonciation au droit d'appel ou si la possibilité d'appel est exclue par la présente loi.

2) Les décisions de première instance dont l'exécution immédiate a été ordonnée par l'organe administratif public peuvent aussi donner lieu à exécution forcée.

3)<sup>28</sup> La décision prise en deuxième instance dans un cas d'espèce prend effet après avoir été rendue publique. Les décisions non susceptibles d'appel peuvent être exécutées, à moins qu'elles ne soient susceptibles de révision judiciaire.

4) Si l'organe administratif a fixé une date limite ou un délai d'exécution, la décision ne devient exécutoire qu'à l'expiration du délai.

5) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'organe administratif public qui a pris une décision peut, lorsque cela est justifié, proroger le délai d'exécution ou fixer une date limite plus tardive.

#### Emission d'un mandat d'exécution

##### Article 78

1) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'exécution de la décision sera ordonnée par l'organe administratif public qui a agi en l'affaire en première instance.

2) Dans le cas d'une procédure menée dans le cadre de ses attributions (d'office), l'organe administratif public ordonne immédiatement l'exécution de la décision. Dans les autres cas, sur la demande de la partie qui y a droit, il ordonne l'exécution de la décision dans un délai de 15 jours.

#### Recouvrement de sommes dues

##### Article 79

1)<sup>29</sup> Si la décision ordonne le paiement d'une somme d'argent et que la personne privée qui doit payer ne se conforme pas à cet ordre, l'organe administratif public qui a agi en première instance requiert de l'employeur du débiteur (l'organe payant ses émoluments) qu'il déduise le montant spécifié dans la décision du salaire, des prestations ou des créances du débiteur - dans le cas de membres d'une coopérative, de la somme qui leur est due au titre de la relation juridique ayant la nature de relations de travail - (ci-après: salaire) et qu'il transfère ce montant ou le verse à la partie qui y a droit.

2) Si la saisie immédiate des sommes dues n'est pas possible ou si elle n'a pas été couronnée de succès ou exigerait un temps excessif pour être couronnée de succès, les autres biens du débiteur - outre son salaire - doivent aussi être saisis. En pareil cas, les autorités fiscales procéderont à l'exécution forcée, conformément aux règles générales de la procédure administrative fiscale.<sup>30</sup>

---

<sup>28</sup> Le paragraphe 3 de l'article 77 est le texte établi par l'article 5 de la Loi n° XXVI de 1991.

<sup>29</sup> Le paragraphe 1 de l'article 79 est le texte établi par le point 3, de l'article 61 de la Loi n° II de 1992.

<sup>30</sup> Voir la Loi n° XCI de 1990.

## Article 80

- 1) Si une personne morale ou toute autre organisation dépourvue de la personnalité juridique manque à l'obligation de régler sa dette, l'organe administratif public qui a agi en première instance - avec l'exception énoncée au paragraphe 2 - invite l'institution financière tenant le compte en banque du débiteur à transférer un montant égal à cette dette du compte du débiteur ou à le rendre payable à la partie obligataire.
- 2) Si la partie obligataire et le débiteur sont tous deux des organisations commerciales, une fois expiré le délai accordé pour régler la dette, l'obligataire peut collecter sa créance - par l'intermédiaire d'une institution financière, par prélèvement sur le compte en banque tenu dans cette institution - grâce à un ordre de recouvrement immédiat.
- 3)<sup>31</sup> Les dispositions du paragraphe 1 seront appliquées aux personnes privées sous réserve de l'obligation de conclure un contrat de compte en banque, y compris les sociétés de personnes privées n'ayant pas la personnalité juridique.

### Exécution forcée d'un acte spécifique

## Article 81

Si l'exécution forcée vise l'exécution d'un acte spécifique (transfert de propriété, évacuation d'un appartement, etc.) ou une conduite spécifique (ci-après: acte spécifique), elle est assurée par l'organe administratif de premier échelon dans le ressort duquel est situé le domicile du débiteur, ou son siège, ou le bien en question. Si l'organe administratif émettant le mandat d'exécution n'est pas habilité à assurer l'exécution forcée, le dossier est communiqué à l'organe habilité à le faire.

## Article 82

- 1) Les modalités de l'exécution forcée sont déterminées par l'organe administratif public qui procède à cette exécution. Ainsi,
  - a) l'organe administratif public peut faire exécuter l'acte spécifique aux dépens et aux risques du débiteur, ou peut habiliter l'obligataire à exécuter l'acte spécifique aux risques et dépens du débiteur, ou faire exécuter l'acte spécifique par toute autre personne; dans tous ces cas, l'organe administratif public peut obliger le débiteur à faire l'avance des dépenses qui seront vraisemblablement entraînées;
  - b) à la demande de l'obligataire, l'organe administratif public peut requérir le débiteur de payer l'équivalent en argent du service en question;
  - c) l'organe administratif public peut infliger au débiteur une amende ne pouvant dépasser 10 000 forint;
  - d) l'organe administratif public peut faire exécuter l'acte spécifique avec l'aide de la police; pour procéder à l'exécution forcée dudit acte, la police peut utiliser les moyens de coercition énoncés dans les dispositions législatives ou réglementaires pertinentes.

---

<sup>31</sup>Le paragraphe 3 de l'article 8 a été inséré dans la Loi par l'article 5 du Décret-loi n° 14 de 1987.

- 2) Si le débiteur est une personne morale ou toute autre organisation dépourvue de la personnalité juridique, l'amende énoncée au point c) du paragraphe 1 sera infligée à la personne tenue de prendre des mesures ou, en l'absence d'une telle personne, au chef de l'organisation en question.
- 3) Si le débiteur ne s'est pas acquitté de son obligation avant la date limite énoncée dans la décision infligeant l'amende, l'amende peut de nouveau être infligée.

#### Article 83

- 1) Parmi les mesures énumérées à l'article 82, l'organe administratif public choisira celle qui - étant donné les circonstances du cas d'espèce - a le plus de chance d'assurer qu'il soit satisfait à l'obligation en question.
- 2) Les mesures énumérées à l'article 82 sont ordonnées par une décision émise par l'organe administratif public. Les décisions requérant des parties qu'elles supportent les coûts ou en versent l'équivalent en argent ou acquittent une amende sont susceptibles d'appels.

#### Remise de biens meubles spécifiques

#### Article 84

- 1) Si le débiteur a été condamné à remettre des biens meubles spécifiques, l'organe administratif public du grade inférieur dans le ressort duquel les biens meubles en question se trouvent remet lesdits biens meubles à l'obligataire présent, ou veille à ce que les biens meubles en question soient livrés à l'adresse de la partie qui y a droit.
- 2) Si le débiteur refuse de remettre les biens meubles spécifiés, l'organe administratif public demande l'aide de la police et procède immédiatement à l'exécution forcée.
- 3) Si le bien meuble spécifique n'est pas disponible, la partie habilitée à le recevoir peut demander que l'équivalent en argent du bien meuble soit déterminé. L'équivalent en argent sera déterminé par l'organe procédant à l'exécution forcée au moyen d'une décision, laquelle est susceptible d'appel. Par la suite, la saisie-exécution visera à recouvrer ce montant.

#### Sursis à l'exécution

#### Article 85

- 1) L'organe émettant le mandat d'exécution ou procédant à l'exécution forcée, ou l'autorité qui lui est supérieure peut - dans le cadre de ses attributions ou sur demande - ordonner la suspension de l'exécution si la décision a toute chance d'être modifiée ou annulée ou si une suspension d'exécution est justifiée pour des raisons d'équité.
- 2) L'acte de saisie-exécution peut généralement être suspendu pour une période maximale de 30 jours.

### Prescription

#### Article 86

- 1) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'exécution est prescrite lorsque trois ans se sont écoulés à compter de la date à laquelle la décision devient juridiquement valable.
- 2) La prescription de l'exécution est interrompue par tout acte de saisie.

### Exécution pour prise de sûretés

#### Article 87

- 1) Sur la base d'une décision juridiquement valable, l'organe administratif public peut ordonner le recouvrement conservatoire de la créance pécuniaire ou la saisie conservatoire du bien meuble spécifique avant l'expiration du délai fixé pour l'exécution. Ces mesures conservatoires peuvent aussi être ordonnées sur la base d'une décision dont il a été interjeté appel ou pour laquelle le délai d'appel n'est pas encore expiré.
- 2) L'exécution pour prise de sûretés ne peut être ordonnée que si l'exécution subséquente de l'obligation risque d'être compromise.
- 3) L'exécution pour prise de sûretés sera faite conformément aux règles applicables dans le cas de l'exécution d'une obligation. Une retenue sur salaire ne peut être ordonnée que si le débiteur ne dispose pas d'autres biens saisissables.

### Protestation contre une exécution

#### Article 88

- 1) Sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 3 ci-dessous, au paragraphe 2 de l'article 83 et au paragraphe 3 de l'article 84, les décisions prises pendant l'exécution ne sont pas susceptibles d'appel.
- 2) Quiconque estime que ses droits sont violés ou ses intérêts légitimes lésés par la saisie peut, dans un délai de trois jours à partir de la date à laquelle il a été informé du dommage, déposer une protestation auprès de l'organe procédant à l'exécution forcée.
- 3) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, l'organe qui procède à l'exécution forcée se prononcera sur la protestation à l'encontre de l'exécution par une décision prise immédiatement mais au plus tard dans un délai de huit jours. Cette décision est susceptible d'appel.

## CHAPITRE IX

### Dispositions finales

#### Dépens

##### Article 89

- 1) A moins qu'une disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement, le coût de la procédure administrative d'Etat est supporté par l'Etat. L'obligation de payer des droits est régie par les règles relatives aux droits.<sup>32</sup>
- 2) Le montant des frais de procédure sera déterminé. L'organe administratif public peut requérir de l'usager qu'il paie à l'avance les frais de procédure.
- 3) Si plusieurs parties à la procédure ont des intérêts identiques et sont condamnées aux dépens, les frais de procédure sont répartis entre elles proportionnellement.

#### Exemption du paiement des dépens

##### Article 90

- 1) Toute personne privée qui - pour des raisons tenant à ses revenus, à ses avoirs pécuniaires ou à ses biens immobiliers - ne peut supporter les dépens ou une partie des dépens peut être exemptée en tout ou en partie du paiement des dépens par l'organe administratif public, aux fins de faciliter le respect de ses droits. Si les conditions justifiant cette exemption changent, l'exemption peut être modifiée ou supprimée.
- 2) L'exemption du paiement sera interprétée comme exemption du paiement des droits et des dépens.
- 3) L'exemption du paiement sera valable pendant toute la durée de la procédure, à partir de la présentation de la demande, et couvrira l'acte de saisie.

##### Article 91

La décision rejetant une demande d'exemption de paiement et la décision portant sur la modification ou la suppression de l'exemption sont susceptibles d'appel.

#### Mesures distinctes

##### Article 92

Si une violation des réglementations juridiques est commise pendant la procédure, des mesures seront prises pour remédier aux irrégularités constatées et en éliminer les causes.

---

<sup>32</sup>Voir la Loi n° XCIII de 1990.



### Autorités supérieures

#### Article 93

A moins qu'une loi du Parlement, un décret-loi<sup>33</sup>, un décret gouvernemental ou un décret ministériel n'en disposent autrement, aux fins d'application de la présente loi, les "autorités supérieures" chargées de prendre des mesures sont les organes administratifs publics spécifiés aux articles 94 à 96.

#### Article 94<sup>34</sup>

1) Dans les questions administratives de l'Etat relevant de la compétence du maire, du maire de la capitale, du notaire, du notaire principal, d'un fonctionnaire employé par les services du conseil municipal ou par le chef du bureau de district d'une ville ayant rang de comté, l'autorité supérieure est - à moins qu'une loi du Parlement ou toute autre disposition législative ou réglementaire n'en dispose autrement - le Commissaire de la République.

2) Dans les questions administratives de l'Etat relevant de la compétence du Commissaire de la République, l'autorité supérieure est le ministère.

#### Article 95<sup>35</sup>

#### Article 96

L'autorité supérieure des organes administratifs publics mentionnés ailleurs que dans les articles 94 et 95 est l'organe hiérarchique directement supérieur; dans le cas des ministères, cette autorité est le ministre en ayant la charge.

### Dispositions explicatives

#### Article 97

Aux fins de la présente loi,

- a) les expressions "ministère" ou "membre du gouvernement" désignent aussi l'organe fonctionnant sous l'autorité directe du gouvernement et le chef de cet organe;
- b) le terme "parent" s'entend des parents en ligne directe et de leurs conjoints, des parents adoptifs et parents nourriciers, enfants adoptifs et enfants recueillis ou placés, frères et soeurs, conjoints, époux et épouses *de facto*, parents du conjoint en ligne directe, frères et soeurs du conjoint et conjoints de ces frères et soeurs.

---

<sup>33</sup>Le "décret-loi" en tant que source de droit n'existe plus.

<sup>34</sup>L'article 94 est le texte établi par l'article 28 de la Loi n° XX de 1991.

<sup>35</sup>L'article 95 a été abrogé par l'article 29 de la Loi n° XX de 1991.

Entrée en vigueur

Article 98

La présente loi est promulguée et les règles transitoires nécessaires sont énoncées par un décret-loi distinct.<sup>36</sup> L'exécution en est confiée au gouvernement.

---

<sup>36</sup>Voir le Décret-loi n° 25 de 1981, qui dispose, dans son article premier, que la Loi n° I de 1981 est entrée en vigueur le 1er janvier 1982.